

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4018 - Mercredi 08 Décembre 2021 - Prix : 200 Fc

COMORES - UNION EUROPÉENNE :

D'un dialogue à l'autre



CAN 2021

Amir Abdou :

"Il n'y aura pas de nouveauté"

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Décembre 2021**

Lever du soleil:

05h 30mn

Coucher du soleil:

18h 22mn

Fadjr : 04h20mn

Dhouhr : 12h 02mn

Ansr : 15h 37mn

Maghrib: 18h 25mn

Incha: 19h 39mn



FORMATION RÉGIONALE DE L'OMS/COMMUNICATION

Les professionnels formés sur la communication des risques

Pour préparer les professionnels de communication à faire face à des situations d'urgence, l'OMS pour l'Afrique a organisé une formation de 4 jours pour renforcer les capacités des professionnels de communication, mais aussi des acteurs intervenants dans la gestion des urgences sanitaires.

La pandémie de COVID-19 qui sévit toujours et les dernières épidémies d'Ébola, de Marburg en Guinée, de choléra au Niger, ainsi que la situation en Côte d'Ivoire qui finit par déclarer une situation de non-cas d'Ébola dans le pays, ont montré la nécessité urgente pour les professionnels de la communication de ces pays d'être bien armés pour bien communiquer en situation de crise. Pour s'y faire, le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, à travers le hub des

urgences de santé de Dakar (Sénégal) a identifié cette difficulté comme un besoin au sein des Bureaux de l'OMS et dans les pays de la région. Une formation de 4 jours a été ouverte hier mardi 07 décembre à Moroni afin d'outiller les professionnels de la communication au niveau du ministère de la santé, du centre opérationnel d'urgence, des associations professionnelles, des journalistes et du bureau OMS pays en communication de crise et communication sur les risques. 4 pays sont concernés à savoir Madagascar, Maurice, Seychelles et Comores.

Dans son mot d'ouverture, le représentant de l'OMS aux Comores, Dr Diarra Abdoulaye a montré que la communication sur les risques et l'engagement communautaire sont l'un des piliers incontournables du dispositif de réponse de tous pays, qu'il soit riche

ou pauvre, dès qu'il est confronté à des situations d'urgence sanitaires. « L'objectif principal de cette formation est de renforcer les capacités des professionnels de communication, de tous les acteurs intervenants dans la gestion des urgences sanitaires du ministère de la santé, les professionnels des médias et aussi les collègues points focaux de la communication des agences du Système des Nations Unies », souligne-t-il. Il reste persuadé que les expériences de nos pays respectifs en matière de gestion de la communication en situation d'urgence sanitaire qui seront partagés au cours des prochaines sessions seront utiles pour chacun des participants à cet atelier.

Présente, la ministre de la santé a souligné que durant cette période de pandémie, tous les pays sont confrontés à cette problématique de communication ; les populations exigeants des informations précises



Formation sur la communication des risques.

et à temps réel. « L'Union des Comores malgré toutes les précautions prises d'impliquer tous les acteurs sociaux, religieux, politiques, n'a pas échappé à la désinformation et aux Fake News mettant parfois à mal notre politique de

riposte », précise celle qui dit être consciente de l'effort à faire pour améliorer la communication publique.

Andjouza Abouheir

TRAITES DES ÊTRES HUMAINS :

La prévention, la poursuite, le partenariat au cœur des échanges

Pour renforcer les compétences des acteurs de la lutte contre la traite des personnes, le ministère de l'intérieur a organisé une formation afin de sensibiliser les acteurs sur la prévention, la poursuite et le partenariat afin de mieux prendre en charge les victimes de traite.

Le ministère de l'intérieur a organisé lundi 06 décembre dernier une formation sur la prise en charge des victimes des traites des êtres humains.

Cette formation de cinq jours a pour but d'outiller les acteurs tels que les agents de police, les gendarmes et les agents de la sécurité civile. Cette formation vise selon le point focal du ministère de l'intérieur, Idrisse Hassane à identifier et à définir les éléments constitutifs des infractions liées à la traite des êtres humains conformément au nouveau code pénal en vigueur, qui est aussi un arsenal pour les crimes sexuels faits aux plus vulnérables. « Cette formation est très importante. Elle a pour rôle d'outiller

ces acteurs. Il faut faire en sorte que les agents des forces de sécurité puissent reconnaître la traite mais aussi connaître les éléments constitutifs », souligne-t-il, avant d'ajouter que « le nouveau code stipule que quiconque commet une infraction de la traite, les forces de l'ordre doivent le poursuivre et l'appréhender ».

Il est à rappeler que cette formation a été initiée dans la perspective de restructuration et de pousser la sécurité à travailler en symbiose afin de comprendre les textes surtout pour la prise en

charge des victimes de la traite. « Les victimes ont besoin d'être bien pris en charge d'où l'idée d'impliquer la société civile à cette formation. Bien que le gouvernement est là pour les épauler », précise-t-il. Les résultats attendus au terme de cette formation, c'est simplement le paradigme des trois P à savoir, la prévention, la poursuite et le partenariat.

« Nous poursuivons, nous faisons aussi la prévention cependant ce qui manque c'est le partenariat pour que les entités puissent partager les informations. Il

faut qu'on ait aussi des partenaires mondiaux et c'est quand même encourageant que le gouvernement comorien soit partenaire pour appuyer ce projet », insiste-t-il, tout en montrant que la question des traites des êtres humains est une question mondiale. « Ce n'est pas un combat pour un village ou pour les comoriens mais plutôt mondial », conclut-il.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

Une visite d'inspection à Mohéli pour renforcer la sécurité maritime des pêcheurs

La direction Générale de la pêche, à travers la garde cote comorienne et le centre national de contrôle de la pêche ont effectué une semaine de contrôle sur les côtes maritimes de Mohéli. Le constat est que plusieurs parmi les pêcheurs sont ceux qui ne respectent pas les consignes de sécurité.

Une mission d'inspection minutieuse des gestes et comportements des pêcheurs dans leurs activités de pêche a été menée par les responsables de la pêche et les agents de la garde cote. L'objectif principal était de renforcer la sécurité des pêcheurs en la mer. « La mer est avant tout un milieu instable où toute sorte de danger est présente. Donc nous avons effectué cette mission pour

voir de plus près les comportements adoptés par les pêcheurs avant la sortie en mer et leurs gestes en pleine mer » explique le directeur régional de la pêche Fahad Hamdane.

Cela consiste, selon M. Fahad, à vérifier leurs accessoires de pêche

tel que la carte de pêche, la clé à bougie, une clé 10 pour ouvrir le capot du moteur en cas d'une avarie dans la machine, un fil de rechange pour le moteur, une boussole, un couteau et surtout de l'eau. Les résultats constatés par ces secouris-



tes en mer, nombreux sont ceux qui ne respectent pas à la lettre les consignes de sécurité établies par la direction de la pêche. La sécurité est l'un des plus grands défis à relever pour les pêcheurs. « Certaines personnes descendent en mer et après un mois ils se qualifient comme des vrais pêcheurs alors qu'ils ne maîtrisent rien, surtout les consignes de sécurité » a-t-il déploré.

Pour renforcer les mesures de sécurité en mer surtout les sorties de pêche, la direction régionale à travers le projet Swiofish a mené depuis 2018, une campagne d'immatriculation des vedettes de pêche. Toutes les embarcations à Mohéli sont connues. Des chambres froides ont été construites ainsi que des bâtiments de pêches dans le but de protéger les biens des pêcheurs. Des

regroupements de pêcheurs sont créés afin de s'entre-aider en cas de problème.

« Cette campagne consiste à recenser tous les pêcheurs de l'île et connaître également l'état physique de leurs embarcations » précise Fahad. Avec ce constat fait sur le terrain, la direction régionale de la pêche est obligée de multiplier les sensibilisations et insister sur les mesures de sécurité maritime pour éviter toute perte humaine en mer. « Nous avons entamé une procédure d'octroi des cartes professionnelles de pêches. Et ce sont les vrais pêcheurs qui en bénéficieront, contrairement à ceux qui vont s'aventurer dans les océans » annonce le Directeur Fahad Hamdane.

Riwad

COMORES - UNION EUROPÉENNE :

D'un dialogue à l'autre

La cinquième réunion du dialogue politique entre l'Union des Comores et l'Union européenne s'est tenue le jeudi 2 décembre au ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale.

La rencontre a été dirigée par M. Dhoïhir Dhoulkamal, ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, chargé de la diaspora et de la Francophonie de l'Union des Comores, accompagné de plusieurs ministres et de hauts cadres du gouvernement. Pour la partie européenne, M. Giovanni di Girolamo, ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores a coordonné les débats en visioconférence depuis Madagascar. M. Sylvain Riquier, ambassadeur de France à Moroni était présent en salle.

Ce dialogue a été l'occasion d'approfondir la compréhension mutuelle et de prendre des décisions d'actions communes favorisant l'émergence des Comores et la

mise en œuvre du PCE – Plan Comores Émergent 2030.

Au cours de la réunion, les autorités comoriennes ont d'abord évoqué la préparation du dialogue politique national pour favoriser la cohésion sociale, la paix et la stabilité dans le pays. L'UE encourage la tenue d'un dialogue politique national inclusif auquel toutes les forces vives prendront part, en vue d'un apaisement politique et social à travers des points de discussion permettant d'aborder de larges sujets d'intérêts commun.

Sur le plan économique, l'UE a rappelé les ambitions de réformes du gouvernement comorien pour renforcer la stabilité macroéconomique, dans le cadre du programme avec le FMI. Les pénuries alimentaires et de biens de consommation, suite au dérèglement du commerce international, continuent de pénaliser fortement le pays. L'UE salue les efforts du gouvernement d'avoir mis en place des garanties pour faciliter les importations par le secteur privé, afin de permettre de contenir les prix des produits importés au bénéfice des popula-

tions les plus fragiles. Enfin, améliorer l'environnement des affaires dans le but d'attirer davantage d'investisseurs reste une préoccupation partagée.

L'Union des Comores et l'Union Européenne ont abordé plusieurs thèmes au cours de ce dialogue notamment ceux relatifs aux droits humains, aux violences contre les femmes et les enfants.

Dans une première mouture du communiqué, il a été spécifié que « les droits humains ont été l'un des thèmes importants abordés au cours du dialogue. Dans cette dynamique, l'UE a demandé à quel stade en est la préparation des procès de l'ex-président Sambi et de l'ex-gouverneur d'Anjouan Salami, privés de liberté depuis 2018. Ceci, suivant le principe que toute personne a droit à un procès équitable dans un temps raisonnable pour établir précisément les crimes ou délits qu'elle est accusée d'avoir commis ».

Or dans le communiqué officiel paru hier, on lit tout simplement que « l'UE a rappelé le principe que toute personne poursuivie ou détenue provisoirement a droit à un

procès équitable dans un temps raisonnable. Dans ce contexte les participants sont convenus du besoin d'améliorer les conditions de la justice ».

Dans le domaine des libertés, dans le communiqué paru hier il est écrit que les deux parties « s'accordent que la liberté d'expression et la liberté des médias constituent un fondement précieux de toute démocratie ».

Cependant, dans le premier communiqué on y lit que « la liberté d'expression et la liberté des médias revêtent une importance particulière, car elles sont est un fondement essentiel de toute démocratie. C'est pourquoi, au cours du dialogue, la partie européenne a encouragé la partie comorienne à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les journalistes puissent agir sans crainte d'être arrêtés, jugés ou condamnés, et qu'ils n'aient pas à recourir à l'autocensure. Il en est de même pour les défenseurs des droits de l'homme et les lanceurs d'alerte ».

Dans un autre volet, l'Union des Comores a indiqué avoir adop-

té en 2020 une nouvelle loi sur la pêche, ce qui est un élément essentiel en matière de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. L'UE a invité les Comores à en notifier formellement la Commission et à transmettre un rapport d'étape sur le plan d'action adopté en 2015, afin que le dialogue puisse se poursuivre de manière formelle et structurée au sujet du « carton rouge » reçu par le pays en 2017. Par ailleurs l'UE a présenté le nouvel instrument de coopération Europe dans le monde – NDICI – qui entrera en vigueur en 2022.

A travers cet instrument plus simple et plus lisible, l'UE financera un ambitieux programme bilatéral en appui au Plan Comores Émergent, pour la période 2021-2027. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'Équipe Europe, visant à renforcer les synergies et les complémentarités avec la France, État membre de l'UE présent sur place.

Mmagaza

COOPÉRATION MILITAIRE DANS L'OCÉAN INDIEN

Le général Laurent Cluzel reçu à Beit Salam

Une délégation des Forces Armées dans la Zone Sud de l'Océan Indien (FAZSOI) séjourne dans nos murs depuis le 6 décembre dernier.

Composée d'officiers et sous-officiers de la zone dont La Réunion et Mayotte, conduite par le général Laurent Cluzel, elle a été reçue par le cabinet du chef d'Etat major, le chef de l'Etat et enfin par le ministre de l'intérieur. Il s'agit d'une visite de trois jours qui rentre dans le cadre de la coopération et relation internationale entre la France et les Comores scellée par l'accord de partenariat de défense signé en septembre 2010.

Le général de brigade Laurent Cluzel, commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan indien (FAZSOI) se trouve aux Comores avec une forte délégation depuis le 06 décembre dernier. Hier mardi 07 décembre, la délégation a été reçue par le chef d'Etat major de l'armée à Kadaani dans la matinée avant d'être reçu en audience par le chef de l'Etat Azali Assoumanie. « Nous sommes venus faire faire un point sur la coopération mais aussi un partage d'expérience entre les forces armées de nos deux pays », avance le général Laurent Cluzel à la



sortie de sa rencontre avec le président Azali à Beit Salam.

Cette visite consiste également à mettre au premier plan une politique de sécurité maritime et la lutte contre le terrorisme et la montée en puissance des garde-côtes comoriens. Pour lui, cette visite vise aussi à faire le point sur le partenariat militaire opérationnel qui unit les deux pays depuis longtemps et qu'ils ont à cœur de poursuivre en bon esprit de coopération. « C'est une coopération

ancienne et il s'agit aujourd'hui nous assurer que nous répondons à nos besoins communs, que nous agissons collectivement face à des points d'attention ou des enjeux qui nous concernent collectivement. Et c'est le cas », poursuit-il.

Présent dans cette rencontre, l'ambassadeur de France à Moroni Sylvain Riquier montre que le gouvernement français est toujours auprès de l'Union des Comores dans tout le champ de la coopération au plan civil et au

plan militaire. « De manière générale, le gouvernement français est désireux d'être au côté de l'Union des Comores dans plusieurs champs de la coopération. Cette visite vient de témoigner cette coopération entre la France et les Comores », explique-t-il. Pour le délégué chargé de la défense, Youssoufa Mohamed Ali, les militaires français sont en ligne avec leurs frères d'arme comoriens. « Ils sont venus consolider l'amitié entre la France et les Comores

surtout sur le plan militaire. Cette visite apporte beaucoup de fruits dont une aide d'enseignement et nous permet de compter beaucoup plus sur le soutien des armées françaises sur le contrôle maritime dans la région de l'océan Indien et elle jouera également son rôle sur le maintien de l'ordre et de la stabilité dans le pays ».

Rappelons que les FAZSOI sont basées à La Réunion et c'est une force interarmées significative agissant dans la durée, à la convergence des missions de force de présence et de force de souveraineté. La coopération militaire avec les Comores est centrée sur le développement des capacités de l'armée comorienne et prévoit une coopération en matière de sécurité maritime. Après cette rencontre avec le chef suprême des armées, la délégation a été reçue par le ministre de l'intérieur. Avant de prendre le vol spécial, ils ont effectué des visites à la garde-côte comorienne, à la Santé militaire et enfin au camp militaire d'Itsounzou. Pour rappel, le général de brigade Laurent Cluzel est depuis 1er Août dernier commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan indien en remplaçant le général Yves Métayer.

Ibnou M. Abdou

FOIRE COMMERCIALE COMORES-TANZANIE :

Des opportunités d'affaires entre les deux pays

La Tanzania Association for Women Entrepreneurship (TASWE) en partenariat avec la Chambre de Commerce et le gouvernorat de Ngazidja a organisé la foire commerciale Comores-Tanzanie. Cette exposition a pour objectif d'offrir des opportunités aux opérateurs économiques et entrepreneurs de se rencontrer et de créer des partenariats dans le but de consolider la coopération entre les deux pays.

L'Ambassade de Tanzanie en Union des Comores, en partenariat avec l'UCCIA et le Gouvernorat de Ngazidja a lancé officiellement hier lundi 06 décembre la foire commerciale tanzanienne. Prévu du 06 au 09 décembre au Foyer des Femmes de Moroni, cette



dernière regroupe plusieurs secteurs dont l'agro-alimentaire, l'artisanat, l'industrie et le commerce. Cet événement a vu la présence de plu-

sieurs hautes personnalités notamment la gouverneure de Ngazidja Sitti Farouata, la première dame du pays Ambari Darouche et plusieurs chefs d'entreprises des Comores. Dans son allocution, la gouverneure de l'île de Ngazidja Sitti Farouata Mhoudine a rappelé que les deux pays ont des relations amicales, traditionnelles, culturelles et économiques depuis fort longtemps.

Cette journée marque le développement de nos liens ainsi que l'évolution du développement entre les deux pays voisins. « Les deux présidents de nos pays ne cessent de multiplier les efforts pour renforcer les liens afin de permettre à chaque citoyen d'avoir un travail digne mais également à l'accomplissement de l'émergence de nos pays »,

souligne-t-elle, avant d'ajouter que « le pays sera bientôt doté d'un bateau pour faciliter le transport des marchandises ».

De son côté, l'ambassadeur de la Tanzanie à Moroni par intérim, Salim R. Hadji a montré que cette exposition donne des opportunités aux opérateurs économiques et entrepreneurs de se rencontrer et créer des partenariats dans le but de consolider cette coopération entre eux. D'où l'idée de cette Foire. Durant les trois jours, les femmes entrepreneurs de la Tanzanie et des Comores vont exposer et vendre plusieurs produits tels que les produits alimentaires, l'habillement, les produits cosmétiques, de beauté etc.

Andjouza Abouheir

SANTÉ PUBLIQUE

Le Centre de District Sanitaire de Wanani fait peau neuve

Après l'assemblée générale qui a fait état d'une situation déplorable sur son fonctionnement il y a quelques jours, le centre de district de Wanani (CSD) vient de se rénover. Le Ministère de la santé à travers la Direction régionale a procédé ce samedi à la pré-réception des travaux.

Les travaux de réhabilitation de la maternité, de la médecine, de 3 salles d'hospitalisation communes, des toilettes ainsi que la clôture du centre de santé de district de Wanani ont pris fin. Ce district sanitaire flambant neuf

grâce au programme PASCO, nécessite une révision de son mode de fonctionnement (lire nos articles précédents).

Le ministère de la santé, à travers la direction régionale de la santé de Mohéli a procédé samedi dernier à la pré-réception des travaux de sa réhabilitation. C'est un projet qui entre dans le cadre du troisième programme d'appui au secteur de santé (PASCO). Il concerne la protection sociale et est financé par la France à travers l'Agence française de développement, (AFD) et l'ambassade de France à hauteur de 25 millions

d'euros.

Ce projet est lancé en août 2007, pour une durée de 4 ans. Il consiste à réhabiliter et à construire 22 structures de santé sur l'étendue du territoire national. Mohéli a bénéficié de la réhabilitation du CSD de Wanani. « C'est une fierté pour tous car le programme PASCO a aussi procédé à l'achèvement des chambres d'hospitalisation privées du CSD de Wanani » disait Dr Nouridine Alaoui médecin chef du CSD de Wanani.

Avant la clôture de ce projet en juin dernier, le Centre Hospitalier de référence insulaire de Fomboni, pour rappel, a aussi bénéficié de



quelques matériels de santé. C'est le cas du bloc opératoire ainsi que du service des urgences de ce CHRI. « Le programme PASCO a également

octroyé un appareil d'anesthésie et d'autres matériels » a rappelé Dr Nouridine.

Riwad

INCENDIE À VOLO-VOLO :

Les vendeurs de friperie dans le désarroi

Des marchandises et des économies parties en fumée. Les vendeurs de Volo-volo font savoir que jusqu'à présent la mairie ne s'est pas imprégnée de leur situation.

Presque deux semaines se sont écoulées depuis qu'ils ont perdu leurs marchandises dans les flammes le 26 novembre dernier. Ces malheureux vendeurs du principal marché de la capitale, pour qui leur seul gagne-pain est la vente de la friperie se retrouvent à la case départ. Dans une situation de désarroi totale, la mairie n'a pas pris leurs doléances à cœur. « Depuis l'incendie, nous n'avons pas vu la mairie à Volo-volo. On se demande même si les relations humaines sont oubliées ? Nous n'existons plus pour eux », s'indigne Fatima Moindjie, une vendeuse de friperie avant d'ajouter que « chaque semaine, on devait payer à la mairie 1200 fc pour les tickets, mais c'est pourquoi faire ? », s'interroge-t-il. Et d'ajouter « ils nous ont promis de

reconstruire les toits, jusqu'à présent, rien n'est fait ».

En tout cas cette fois-ci, ces vendeurs ne vont rien déboursier. Depuis l'incendie jusqu'aujourd'hui, ils refusent de payer des tickets. Ni état des lieux, ni devis des pertes

des marchandises, rien n'a été fait. Selon eux, 21 marchands sont concernés et l'on parle de plusieurs millions de nos francs perdus dans les flammes. « C'est le fruit de plusieurs mois de travail, aujourd'hui on se retrouve avec zéro franc. Seul

le ministère de l'intérieur nous a écouté. Quant à l'enquête, on ne sait toujours pas si elle est d'actualité », lance-t-elle.

Joint par nos soins, la mairie de Moroni à travers le directeur de cabinet du maire, n'a pas donné suite à notre requête. Pour mémoire, au lendemain de l'incendie, le secrétaire général de la mairie de

Moroni Maoulid Ben Housseine avait déclaré qu'une enquête serait ouverte afin d'élucider cette affaire. Cependant, il est difficile de dire s'il y a enquête car l'état des lieux n'a toujours pas été fait, quant aux marchands en question, ils ont été chassés à l'entrée de la mairie.

Andjouza Abouheir



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufè Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

CAN 2021

Amir Abdou : "Il n'y aura pas de nouveauté"



Invité lundi dans une émission de la radio RCM13, Amir Abdou a tenu à clarifier les choses sur le cas des joueurs potentiellement sélectionnables avec les Comores pour la CAN 2021.

Environ une dizaine de joueurs peuvent à ce jour potentiellement porter les couleurs des Comores. À un mois du début de la CAN 2021, l'espoir de les voir sous la tunique verte des Célacanthés en janvier prochain reste très infime. Le sélectionneur Amir Abdou lui-même ne s'attarde

plus à essayer de les convaincre. « On ne peut pas les supplier », lâche-t-il.

Après un match de CAF Confederation Cup avec son club du FC Nouadhibou, Amir Abdou se concentre désormais pleinement sur la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations. Le groupe sera en regroupement dès le 25 décembre pour le dernier stage avant le Cameroun. Vingt-six joueurs devraient participer aux derniers préparatifs ainsi qu'à la phase finale. « La CAF a autorisé d'avoir une liste assez élargie jus-

qu'à 28 joueurs. Mais on va rester sur un nombre de 26 joueurs. Après, il y aura des réservistes au cas où il y a des forfaits pour cause de blessure ou autre », annonce-t-il.

Sur la question relative à des potentiels renforts, le technicien de 49 ans coupe court. Il y a très peu, voir quasiment pas, de chance d'avoir des nouveaux joueurs en janvier. Il ferme la porte à ceux sollicités depuis des années, du moins le temps de la CAN 2021, et préfère se concentrer sur son groupe. « On ne peut pas prendre des nouveaux joueurs en décembre. Ce n'est pas possible. Il n'y aura pas de nouveauté. On va faire avec le groupe qu'on a actuellement », dit-il, tout en insistant que tous ont été approchés à plusieurs reprises sans succès.

« Il y a des joueurs qu'on devait récupérer comme Warmed Omari (Rennes), Rafiki Saïd (Brest) et d'autres mais qui ont refusé la sélection. On ne peut pas les supplier », rappelle Amir Abdou. Pour lui, ce n'est pas le moment opportun pour intégrer des joueurs, qui d'ailleurs, nourrissent d'autres ambitions. « S'ils avaient réellement l'envie de venir, ils seraient là depuis septembre, pas mainte-

nant. Il faut tirer une croix sur eux. Ce sont des joueurs qui prétendent à autre chose comme jouer en équipe de France. Ce n'est pas de notre faute s'ils ne veulent pas venir. S'ils ne viennent pas pour une CAN, ils ne viendront jamais ».

Sur une bonne dynamique depuis septembre avec trois matchs pour trois victoires, les Comores affichent une bonne forme. Un groupe soudé qui progresse d'une rencontre à l'autre et qui a soif de montrer ce qu'ils sont capables de faire au Cameroun. « Je sais que ça va être difficile mais on veut créer

la surprise, lâche-t-il. On a fait un très bon match contre la Sierra Leone et peaufiné nos automatismes. J'ai confiance à mon groupe. Les joueurs ont toujours répondu présent. Il faut les féliciter. Quand on joue pour son pays on joue avec le cœur. On est arrivé là par persévérance et par état d'esprit. On était là dans la difficulté et dans la joie. Personne n'aurait prédit il y a huit ans qu'on aller jouer une CAN. Et pourtant on est là ».

Boina Houssamdine

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



COMOR HYDROCARBURES

SOCIETE COMORIENNE DES HYDROCARBURES

Siège social:

MORONI (Union des Comores)

Boite Postale 28

Tél: +269 773 09 71

Fax: +269 773 18 83

E-mail: hydrocom@comorestelecom.km

Moroni le 06 Décembre 2021

VENTE AUX ENCHERES

Il est porté à la connaissance du public que la Société Comorienne des Hydrocarbures met en vente au plus offrant la liste ci-dessous de véhicules.

N°	Type de véhicules	N° d'immatriculation	Date d'acquisition	Etat du véhicule
1	RENAULT DUSTER	338 AX 73	13/03/2018	En panne
2	HUNDAI TUCSON	523 T 73	07/08/2009	En Panne
3	KIA SORENTO	766 AK 73	19/02/2015	En panne
4	BUS TOYOTA HIACE	831 AN 73	30/02/2016	En panne
5	PICK UP DOUBLE CABINE	950 AX 73	05/06/2018	En panne
6	TOYOTA FORTUNER	539 AR 73	07/12/2016	Bon état

Toute personne désirant faire l'acquisition d'un ou plusieurs véhicules, doit adresser un courrier sous pli fermé au secrétariat de la Direction de la SCH à Moroni, comportant la mention "vente aux enchères", au plus tard le 13 décembre 2021 à 12h00, en spécifiant dans la lettre :

- * le nom et prénom ou dénomination sociale (pour les entreprises)
- * adresse email ou/et le numéro de téléphone
- * le prix d'acquisition

Tout courrier arrivé après la date limite sera rejeté.

L'ouverture des plis se fera le samedi 16 décembre 2021 à 9h 00 à la salle de conférence de la SCH.

Les visites des véhicules seront effectuées dès le lendemain de la publication de ce communiqué et ce, durant 4 jours de 9h à 14h au dépôt de la SCH à Moroni.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez-vous adresser au Chef de Parc de la SCH.



LA TELEVISION DES ENTREPRISES

1^{er}

RÉSEAU D'AFFICHAGE
DYNAMIQUE DES
COMORES.

GRANDE COMORE-ANJOUAN-MOHELI
BIENTÔT EN FRANCE



✓ PUISSANCE
✓ RENTABILITÉ

NOUVEAU

EN PARTENARIAT AVEC **Al-watwan**

ET **La Gazette**
des Comores

RETROUVEZ LES GRANDS TITRES
DE LA PRESSE COMORIENNE SUR SWR.TV

RETROUVEZ - NOS ECRANS:



ET BIEN D'AUTRES ENDROITS...

+269 345 55 50

Moroni-Dawedjou
Bâtiment ancienne GYMNASSE



JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE CANCER

Dépistage et Sensibilisation du cancer du sein au mois d'Octobre 2021



accompagne l'Association Comorienne contre le Cancer
chez la Femme (ACCF).